

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 245 BRESIL: MANIFESTE DES ARTISTES SUR LA CENSURE

Le 28 août 1975, vingt-trois artistes déposaient entre les mains du chef du Cabinet civil de la présidence de la République le texte d'un manifeste protestant contre une mesure spectaculaire de la censure: l'interdiction d'un grand feuilleton télévisé, intitulé "Roque Santeiro" et annoncé dans tout le pays à grand renfort de publicité. Ce feuilleton a été censuré "pour atteinte à la morale, à l'ordre public et aux bonnes moeurs, ainsi qu'à l'Eglise tournée en ridicule".

Cette mesure est de nature à frapper l'opinion publique et rappelle que, plus discrète, la censure politique s'exerce depuis des années sur des pièces de théâtre, des disques, des journaux et des revues.

(Note DIAL)

MANIFESTE DES ARTISTES

En tant qu'artistes de télévision, de théâtre et de cinéma, nous prenons la liberté de venir ici aujourd'hui, poussés par la nécessité impérieuse de vous exprimer notre appréhension face aux obstacles grandissants que nous rencontrons dans l'exercice de notre activité professionnelle.

Nous connaissons vos préoccupations concernant les destinées de notre culture. Vous les avez exprimées à plusieurs occasions, y compris lors d'une rencontre avec nos collègues à Manaus. C'est pourquoi nous ne voulons pas redire quelles ont été les difficultés de ces dernières années pour la production culturelle au Brésil. Les conséquences en sont évidentes: l'action excessivement rigoureuse de la censure a appauvri la qualité de notre production culturelle, réduit notre marché de travail et rendu nos oeuvres insignifiantes. Notre pays connaît une triste contradiction: alors que la société se modernise, la culture - par suite d'un code de censure anachronique et implacable - s'avilit, se dénature et se dénationalise.

On ne peut refuser à l'artiste et au créateur brésilien d'aujourd'hui la modération et le bon sens dans l'acceptation des limites, chaque fois plus étroites, imposées au travail culturel. Cependant, l'exemple le plus récent de cette situation a aggravé notre inquiétude, d'autant plus qu'il n'est pas un exemple isolé. Une production de télévision englobant cinq cents professionnels, tant artistes que techniciens et figurants, a dû être suspendue après que des dizaines d'épisodes aient été enregistrés et leur sortie annoncée dans tout le pays. Les coupures imposées à l'oeuvre ont été de tel ordre et de telle importance que sa retransmission est devenue impossible.

A l'heure où le gouvernement se préoccupe ouvertement de l'invasion de valeurs étrangères et de l'élévation du niveau culturel des programmes de télévision, trente millions de téléspectateurs vont être privés d'une production brésilienne, sur un thème et dans un milieu brésilien écrite par un auteur unanimement reconnu comme l'un des principaux artisans du renouveau dans le récit théâtral au Brésil.

C'est là, Monsieur le Président, une vision déformée de notre activité qui cherche à nous situer comme une catégorie sociale à part. A vrai dire, dans une société complexe comme celle du Brésil d'aujourd'hui, nous sommes responsables d'une industrie diversifiée d'attractions et de production culturelle. Pour la seule région de Rio et de São-Paulo, nous produisons chaque année près de trois cents spectacles professionnels, une moyenne de cent films long métrage, des dizaines de feuilletons, shows, et émissions d'information pour la télévision. C'est un ensemble d'activités qui suppose des investissements importants, du travail et des responsabilités sociales. Il est de la nature même de cette activité de ressentir les impasses et les vicissitudes de la société pour les recréer avec nos moyens d'expression - la télévision, la scène, la radio, le journal, le disque, le livre, etc. Sans un minimum de liberté, Monsieur le Président, c'est notre survie professionnelle qui est en jeu.

Nous savons qu'au cours des cinq dernières années, il y a eu davantage de pièces de théâtre interdites que tout au long de l'histoire de la République. Nous savons que des films, des journaux, des revues, des revues, des livres continuent à subir des coupures qui défigurent de façon irrémédiable leur sens originel. Nous savons que l'autocensure est l'état d'esprit dominant dans le milieu des créateurs et des artistes.

Mais cette fois, face à une mesure d'une gravité sans précédent qui est une menace directe pour l'activité professionnelle de cinq cents personnes et qui détruit l'oeuvre, préalablement libérée pour la télévision, d'un des auteurs brésiliens les plus représentatifs, il ne nous reste plus d'autre possibilité, Monsieur le Président, que de vous exprimer, avec perplexité et appréhension, notre préoccupation pour l'avenir de la culture brésilienne.

Avec tous nos respects.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249